



Assemblée générale

Distr. générale
9 août 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session

Point 131 c) de l'ordre du jour provisoire*

Questions relatives aux droits de l'homme :

situations relatives aux droits de l'homme et rapports
des rapporteurs et des représentants spéciaux

Situation des droits de l'homme en Sierra Leone

Note du Secrétaire général**

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en Sierra Leone, conformément à la résolution 2001/20 de la Commission des droits de l'homme, que le Conseil économique et social a fait sienne à sa session de fond de 2001.

* A/56/150.

** Note explicative établie en application du paragraphe 10 de la partie III de la résolution 55/222 de l'Assemblée générale : document présenté le 9 août 2001 seulement dans un souci d'actualité.



Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en Sierra Leone

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1	3
II. Situation des droits de l'homme	2–26	3
A. Rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité	2–6	3
B. Réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur de leur pays	7–13	4
C. Les enfants et le conflit armé	14–17	6
D. Violences à l'égard des femmes	18–19	6
E. Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires	20–22	7
F. Personnes détenues dans le cadre de l'état d'exception	23–26	8
III. Activités de l'ONU en Sierra Leone dans le domaine des droits de l'homme	27–53	9
A. La Mission des Nations Unies en Sierra Leone et sa Section des droits de l'homme	27–32	9
B. Activités sur le terrain	33	10
C. Formation	34–35	11
D. Activités de renforcement des capacités et de plaidoyer	36–39	11
E. Mise en place de la Commission vérité et réconciliation et d'un tribunal spécial indépendant	40–52	12
F. Création d'une commission nationale des droits de l'homme	53	15
IV. Conclusions	54	16

I. Introduction

1. La situation des droits de l'homme en Sierra Leone est depuis un certain temps déjà une source de graves préoccupations pour la Commission des droits de l'homme et le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. À sa cinquante-septième session, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 2001/20, en date du 20 avril 2001, dans laquelle elle priait, entre autres, le Haut Commissaire de rendre compte à l'Assemblée générale à sa cinquante-sixième session et à la Commission à sa cinquante-huitième session de la situation des droits de l'homme en Sierra Leone, en se référant notamment au rapport de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone.

II. Situation des droits de l'homme

A. Rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité

2. Depuis le précédent rapport du Haut Commissaire à l'Assemblée générale, présenté à sa cinquante-cinquième session le 8 août 2000¹, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité les cinq rapports ci-après : S/2000/832, en date du 24 août 2000; S/2000/1055, en date du 7 novembre 2000; S/2000/1199, en date du 15 décembre 2000; S/2001/228, en date du 14 mars 2001; et S/2001/627, en date du 25 juin 2001. De plus, en application de la résolution 1346 (2001) du Conseil de sécurité, en date du 30 mars 2001, le Secrétaire général a présenté à ce dernier le 23 mai 2001 un rapport sur la question des réfugiés et des personnes déplacées (S/2001/513 et Corr.1).

3. Le Haut Commissaire note que la situation générale en Sierra Leone s'est améliorée depuis les rapports qu'elle a présentés à l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session et à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-septième session. Les six premiers mois de l'année ont été marqués par un certain nombre d'avancées sur le plan de la sécurité intérieure. L'Accord de cessez-le-feu signé à Abuja le 10 novembre 2000 par le Gouvernement sierra-léonais et le Revolutionary United Front (RUF) après la reprise des hostilités en mai 2000 (S/2000/1091, annexe), a été dans l'ensemble respecté, et la MINUSIL s'est déjà déployée avec succès dans des zones sous contrôle du RUF, telles que Makeni, Magburaka et Lunsar, dans la

province du Nord. Cet accord prévoyait que la MINUSIL superviserait les opérations, que l'ONU aurait toute liberté de se déployer partout dans le pays, que la libre circulation des agents des organisations humanitaires, des biens et des personnes serait assurée sur toute l'étendue du territoire, et que le RUF restituerait les armes et autres matériels saisis. L'Accord de cessez-le-feu prévoyait aussi la reprise immédiate du programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion et la mise en place d'un mécanisme d'examen. Hormis quelques infractions isolées, il a été respecté. À l'issue d'une réunion tenue à Abuja le 2 mai 2001, il a été convenu de procéder au désarmement simultané du RUF et de la milice alliée au Gouvernement, la Force de défense civile. Le programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion a été relancé le 18 mai 2001.

4. La reprise du programme a été grandement facilitée par le fait que le comité mixte qui réunit la MINUSIL, le Gouvernement sierra-léonais et le RUF, et qui a reçu pour mandat d'établir le calendrier et les modalités d'application du programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, est parvenu à une décision. À la suite de la reprise du programme, la Force de défense civile et le RUF ont rendu leurs armes aux dates prévues dans les districts de Kambia et de Port Loko. Entre le début de l'année et le 25 juillet, la MINUSIL a enregistré dans le cadre du programme 11 291 combattants, dont 1 559 enfants. On comptait parmi eux 3 416 combattants du RUF et 5 489 combattants de la Force de défense civile. L'armée sierra-léonaise s'est déployée dans le district de Kambia à la fin du mois de mai et contrôle la frontière avec la Guinée. Toutefois, quelques accrochages se sont produits entre combattants du RUF et de la Force de défense civile dans les districts de Kono et de Koinadugu. Les forces de maintien de la paix de la MINUSIL se sont déployées dans certaines zones qui étaient contrôlées par le RUF, y compris Kono, Magburaka et Makeni, et des mesures sont prises pour rétablir l'autorité et la présence de l'État dans de nombreuses parties du pays.

5. Les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du processus de paix ont permis aussi à la Section des droits de l'homme de la MINUSIL de pénétrer dans des zones jusque-là inaccessibles et d'entreprendre de dresser un bilan de la situation en ce qui concerne les droits de l'homme, d'organiser des séances de formation et de discuter avec le RUF des étapes du processus de ré-

conciliation, et en particulier de la mise en place de la Commission vérité et réconciliation.

6. Depuis l'adoption par la Commission des droits de l'homme de sa résolution 2001/20, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité son dixième rapport sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (S/2001/627) en date du 25 juin 2001 ainsi que son rapport sur la question des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (S/2001/513 et Corr.1). Comme dans ses précédents rapports périodiques, il a consacré une section de son dixième rapport aux droits de l'homme. Dans ce rapport, le Secrétaire général a noté, entre autres, que, malgré des progrès récents, la situation des personnes déplacées et des rapatriés en Sierra Leone demeure une source majeure de préoccupations. Récemment encore, des groupes armés commettaient à l'encontre de la population civile de graves violations du droit international humanitaire, y compris des viols et la destruction délibérée d'habitations. La MINUSIL et des organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme avaient établi certaines des violations commises dans le district de Kambia, semblait-il par des forces armées venues de Guinée. Il avait également été fait état d'attaques aériennes de villages causant d'importants dégâts et de nombreuses victimes chez les civils.

B. Réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur de leur pays

7. Comme le Secrétaire général l'a fait observer dans son rapport (S/2001/513 et Corr.1) du 23 mai 2001, la crise qui frappe les réfugiés et les personnes déplacées en Sierra Leone et dans les régions limitrophes est l'une des plus graves auxquelles la communauté internationale ait à faire face aujourd'hui sur le plan des droits de l'homme et sur le plan humanitaire et politique. La Guinée, le Libéria et la Sierra Leone comptent au total plus d'un million de réfugiés, de personnes déplacées et d'autres victimes de la guerre. En juillet 2001, on dénombrait selon les informations du Bureau de la coordination des affaires humanitaires 123 403 personnes déplacées vivant dans des camps, et nécessitant donc en permanence une aide humanitaire. Les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du processus de paix ont semble-t-il ralenti l'afflux de nouveaux arrivants, mais l'aide aux personnes déjà déplacées continue de soulever de réelles difficultés. Selon des indications fournies par des personnes déplacées et

des rapatriés, l'armée guinéenne et les groupes armés établis en Guinée se sont rendus récemment encore coupables de graves violations du droit international humanitaire à l'encontre de la population civile. Ces violations se seraient produites entre novembre 2000 et avril 2001, alors que les forces guinéennes poursuivaient des combattants du RUF venus effectuer des opérations en Guinée. La MINUSIL et des ONG de défense des droits de l'homme ont établi certaines des violations commises dans le district de Kambia. Selon certaines informations, des villages ont été victimes d'attaques aériennes et d'incursions des forces terrestres guinéennes, qui ont causé d'importantes destructions. Il a également été signalé que des femmes avaient été violées et des habitations incendiées. Les combats dans le district de Kambia ont provoqué l'exode de milliers de civils fuyant au sud, en direction de la péninsule de Lungi et de la région de Freetown. Du fait de ces attaques, et de l'absence prolongée des organisations de secours dans la région, le district de Kambia a été plongé dans une situation désastreuse sur le plan humanitaire. Cette situation commence toutefois à s'améliorer depuis le déploiement des troupes de l'armée sierra-léonaise et des forces de maintien de la paix de l'ONU, le désarmement des combattants et le rétablissement de l'autorité de l'État, y compris le retour de la police sierra-léonaise dans la région.

8. Le sort des réfugiés et des personnes déplacées est compliqué par les troubles aux frontières de la Sierra Leone avec le Libéria et la Guinée, en particulier par le conflit qui se poursuit dans le nord du Libéria. Plusieurs milliers de civils, parmi lesquels des réfugiés sierra-léonais pris dans le conflit qui affecte la région du « Bec de perroquet », où les frontières des trois pays se rejoignent au sud de la Guinée, ont continué de refluer spontanément en Sierra Leone malgré un avenir incertain. Selon de récentes statistiques du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), ce sont au total 70 060 Sierra-Léonais qui ont ainsi regagné leur pays depuis le début du conflit frontalier avec la Guinée en septembre 2000. Parmi eux, 54 567 ont été enregistrés par le HCR. Celui-ci continue d'apporter une aide humanitaire à quelque 16 249 rapatriés répartis entre les six camps que compte le pays, à savoir Waterloo, Jui, Lumpa, Juebe, Bandajuma et Gerihun. Ces camps, d'une capacité totale de 16 900 lits, offrent des conditions d'accueil satisfaisantes au regard des normes humanitaires reconnues. L'escalade des combats entre forces libériennes et forces rebelles dans le district de Lofa, dans le nord du Libéria, pous-

sent vers la partie est de la Sierra Leone de nouveaux réfugiés et des Sierra-Léonais retournant en plus grand nombre dans leur pays. D'ores et déjà, la Commission nationale pour la réinstallation, la réhabilitation et la reconstruction a fait savoir que, bien que la situation dans l'est du pays ne puisse pas encore être qualifiée de situation d'urgence, elle risque de s'aggraver et ce sera alors le cas s'il n'est pas apporté une réponse adéquate aux différents besoins de ces groupes variés.

9. Au cours de ses incursions en Guinée, le RUF a enlevé un certain nombre de ressortissants guinéens et les a emmenés en Sierra Leone pour les utiliser comme travailleurs forcés. Les femmes et les jeunes filles ont été forcées d'« épouser » leurs ravisseurs ou utilisées à des fins sexuelles. Le Haut Commissariat pour les réfugiés a rapatrié le 12 mai un groupe de 23 Guinéens qui avaient échappé à la surveillance du RUF. Après intervention de la MINUSIL et du HCR, un autre groupe de 24 Guinéens a été relâché au début de juin. Selon les estimations du HCR, plus de 80 ressortissants guinéens sont encore retenus par le RUF à Buedu, dans le district de Kono. Ces chiffres ont été obtenus auprès de Guinéens venus demander de l'aide au HCR après avoir échappé à leurs ravisseurs. Il est toutefois difficile de déterminer le nombre exact de Guinéens que le RUF garde encore captifs.

10. Les trois derniers mois ont été marqués par des déplacements continus de population, en particulier dans la partie est du pays où des accrochages sporadiques ont continué de se produire. À présent que le processus de désarmement s'amplifie et que l'accès aux zones contrôlées par le RUF s'améliore, la situation des personnes déplacées commence à apparaître plus clairement. Le HCR et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires estiment qu'environ 3 000 personnes déplacées originaires des régions avoisinantes ont trouvé refuge à Koidu, dans le district de Kono, à l'est. En l'absence de tout secours humanitaire, elles ont survécu principalement en fouillant les débris et grâce au peu d'aide qu'elles recevaient des communautés locales. Deux bâtiments scolaires désaffectés et privés de toiture leur servaient d'abri. De telles situations sont-elles courantes dans les zones jusqu'alors inaccessibles où le HCR et le Bureau se sont rendus. Beaucoup de ces personnes déplacées ont manifesté le souhait de retourner dans leur région d'origine lorsque leur sécurité serait garantie.

11. Le déploiement de la MINUSIL et de l'armée sierra-léonaise dans des parties du pays auparavant

inaccessibles, en particulier à Kambia, et le rétablissement de l'autorité de l'État ont et continueront d'améliorer considérablement la situation des personnes déplacées. Selon des estimations fiables, les attaques lancées par l'armée guinéenne en mai dernier ont contraint quelque 30 000 personnes à quitter Kambia. Le déploiement de la MINUSIL et de l'armée sierra-léonaise dans cette région devrait apporter la stabilité nécessaire pour inciter ces personnes à rentrer chez elles. De même, le récent déploiement des troupes de la MINUSIL à Makeni et à Magburaka et le désarmement des districts de Kambia et de Port Loko ont créé une nouvelle dynamique qui modifie de manière positive la situation des personnes déplacées et des rapatriés. Un certain nombre de personnes déplacées ont commencé de rentrer chez elles. Une même évolution se dessine dans les districts de Kono et de Kailahun.

12. Parallèlement, les organisations humanitaires et le Gouvernement sierra-léonais continuent de stocker des vivres et du matériel en prévision du retour des personnes déplacées. Au début de juin, 40 498 personnes au total avaient été réinstallées dans des zones sûres selon les chiffres du Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Au début de juillet, 4 543 rapatriés supplémentaires avaient été réinstallés avec l'aide de l'Organisation internationale pour les migrations. On distingue trois grandes zones de réinstallation : une zone ouest, une zone sud et une zone est. Les services offerts vont de la fourniture de programmes éducatifs, de soins de santé, d'eau et d'installations d'hygiène, d'aliments et de produits non alimentaires à la mise sur pied de projets de développement durable et à l'assistance aux communautés d'accueil. Organisations internationales et administrations nationales fournissent de l'aide en permanence.

13. Des efforts particuliers sont faits pour veiller à l'application correcte et efficace des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays (E/CN.4/1998/53/Add.2). Bien que toutes les organisations humanitaires soient censées respecter les normes minimales de base, les Principes directeurs leur sont rarement familiers. Il a été recommandé que la Section des droits de l'homme de la MINUSIL coordonne les activités d'un mécanisme approprié dans le cadre duquel les ONG pourraient recevoir une formation en règle sur les Principes directeurs et avoir ensuite accès à des évaluations permanentes leur permettant de s'assurer qu'elles appliquent ces normes correctement. Des discussions sont en cours

concernant la mise sur pied de programmes spécifiques sur les droits de l'homme dans ce domaine avec le concours du Représentant du Secrétaire général chargé des personnes déplacées. Étant donné le grand nombre de personnes déplacées qui ont été regroupées dans les différents camps du pays et le nombre croissant de personnes réinstallées, il deviendra de plus en plus impératif de coordonner l'action des organisations humanitaires et des organisations de défense des droits de l'homme. En ce qui concerne la question de la réinstallation, il conviendrait de placer plus particulièrement l'accent sur la formation et sur la coordination avec les organismes gouvernementaux responsables de la réinsertion des personnes déplacées dans leurs nouvelles communautés.

C. Les enfants et le conflit armé

14. Le sort des enfants dans le conflit armé qui sévit en Sierra Leone depuis 10 ans n'a cessé d'inspirer de graves préoccupations. Les enfants ont été soumis par toutes les parties au conflit à toutes sortes d'abus physiques, mentaux et sexuels – séparation, déplacement, enlèvement, recrutement forcé et viol. Certains ont été aussi forcés de commettre des exactions ou encouragés à le faire. Durant le seul mois de janvier 1999, plus de 4 000 enfants ont été enlevés lors des incursions du RUF et du Conseil révolutionnaire des forces armées (CRFA) à Freetown. Selon des estimations fondées sur des données fiables, 60 % des enfants enlevés étaient des fillettes, qui pour la plupart ont été victimes d'abus sexuels. Des milliers d'enfants ont été enrôlés par les trois principaux groupes de combattants, le RUF, le CRFA/ex-SLA (armée sierra-léonaise) et la Force de défense civile. On dénombre parmi les personnes déplacées quelque 10 000 enfants qui ont été séparés de leurs parents. Le conflit a fait plusieurs milliers d'orphelins.

15. À la suite des progrès récents dans le processus de paix, le RUF et la Force de défense civile ont accepté de relâcher l'ensemble des enfants soldats et des enfants captifs. Depuis le début de 2001, la MINUSIL a enregistré plus de 1 200 enfants démobilisés. En mai et en juin 2001, le RUF lui a remis plus de 800 enfants à Makeni, Port Loko, Kambia, Kailahun et Tongo. Plus de 350 enfants rattachés à la Force de défense civile ont été démobilisés.

16. S'il y a lieu de se féliciter de la libération par les forces combattantes des enfants soldats et des enfants

captifs, le fait que seul un nombre relativement restreint de femmes et de fillettes aient été jusqu'ici relâchées demeure préoccupant. Selon les organismes de protection de l'enfance, les forces combattantes répugnent d'autant plus à relâcher les fillettes enlevées que celles-ci ne sont pas seulement utilisées comme soldats, mais sont souvent contraintes de consentir des faveurs sexuelles ou sont prises comme « épouse ». Dans d'autres cas, des fillettes qui ont été mêlées aux activités des forces combattantes, hésitent à se présenter pour bénéficier des programmes de démobilisation et de réinsertion par crainte des réactions de leur famille et de leur communauté.

17. La MINUSIL participe aux côtés du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et des organismes de protection de l'enfance au processus de libération, de désarmement, de démobilisation, de réadaptation et de réinsertion des enfants soldats et des enfants séparés qui se sont présentés à la MINUSIL ou lui ont été remis par le RUF ou la Force de défense civile et qui sont ensuite confiés à des organismes de protection de l'enfance. Ils sont alors transférés dans un Centre de soins temporaire, où ces organismes mettent en oeuvre tout un ensemble de services visant à assurer leur réinsertion : soutien psychologique, orientation scolaire et professionnelle, éducation à la paix et instruction civique, examens et soins médicaux et psychologiques, médiation auprès des familles et des communautés de façon à faciliter leur retour au foyer. Les enfants quittent ensuite le Centre de soins temporaire pour réintégrer leur communauté d'origine, où ils sont accueillis par leur famille ou leurs parents adoptifs. Lorsque cela n'est pas possible, ils sont placés dans des foyers ou des centres d'accueil où leur prise en charge s'effectue sous le contrôle des organismes de protection de l'enfance.

D. Violences à l'égard des femmes

18. Des milliers de femmes et de fillettes sierra-léonaises ont été victimes de violations des droits de l'homme et de graves infractions au droit international humanitaire – assassinat, amputation, déplacement forcé, recrutement forcé, pillage et destruction de leurs biens, etc. Certains de ces abus, notamment les viols, les mariages forcés et les pratiques imposant une situation proche de l'esclavage sexuel, avaient un caractère sexiste. Ils ont semble-t-il souvent été passés sous silence, de sorte que l'on n'a pas lancé suffisamment

d'activités axées sur les besoins particuliers des victimes de sexe féminin. Une enquête menée sur le terrain en 2000, dans le cadre d'un projet cofinancé par la MINUSIL et une organisation non gouvernementale internationale en vue de déterminer la prévalence et l'impact des violences sexuelles, ne laisse aucun doute quant à l'ampleur des violences commises à l'égard des femmes durant le conflit en Sierra Leone. Aux fins de l'enquête, on a interrogé 733 femmes, sélectionnées selon la méthode de l'échantillon aléatoire, dont 143 (19,5 %) fillettes ou adolescentes âgées de 6 à 17 ans. Sur l'ensemble de l'échantillon, 534 (72,9 %) ont déclaré avoir été victimes de violations des droits de l'homme, 383 (52,3 %) avoir subi des violences sexuelles, 345 (47,1 %) avoir été violées et 192 (26,1 %) avoir été victimes de viols collectifs. Un peu moins de la moitié des femmes interrogées, soit 306 (41,7 %) d'entre elles, avaient été enlevées par diverses factions et 25 (3,4 %) ont déclaré avoir été forcées d'épouser leur ravisseur².

19. Le Rapporteur spécial sur la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences, Mme Radhika Coomaraswamy, a sollicité du Gouvernement sierra-léonais l'autorisation de se rendre dans le pays du 22 au 31 août 2001. Dans sa résolution 2001/20, la Commission des droits de l'homme a prié le Gouvernement sierra-léonais de répondre favorablement à la demande du Rapporteur spécial. À la suite de cette résolution, le Gouvernement a invité le Rapporteur spécial à se rendre dans le pays. Au cours de sa visite, le Rapporteur spécial s'est proposée d'axer ses recherches et son enquête sur les violences dont les femmes avaient été victimes durant le conflit armé.

E. Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

20. Attaques contre la population civile, massacres systématiques et exécutions sommaires comptent au nombre des violations criantes des droits de l'homme et du droit international humanitaire qui ont été perpétrées par les différentes factions en présence au cours du long conflit armé qu'a connu la Sierra Leone. Ces actes de violence visaient avant tout à semer la terreur dans la population civile. Le conflit et les opérations militaires en cours, y compris les interventions des armées régulières des pays voisins, ont empêché toute investigation approfondie de ces abus et de ces violations. Si les récentes avancées dans le processus de

paix ont permis aux observateurs des droits de l'homme de pénétrer dans des zones jusque-là inaccessibles, de vastes portions du territoire sierra-léonais, contrôlées pour la plupart par le RUF, leur sont encore fermées.

21. En juin 2001, la MINUSIL a reçu des informations faisant état d'attaques aveugles contre la population civile lancées par la Force de défense civile dans des villages des districts de Kono et de Koinadugu, ainsi que d'exécutions sommaires auxquelles le RUF aurait procédé dans la ville de Koidu. Les investigations de la Section des droits de l'homme de la MINUSIL, y compris les témoignages recueillis par elle, ainsi que des photographies de blessés admis à l'African Islamic Hospital de Makeni, donnent à penser que le village de Yaraia, dans le district de Koinadugu, a été attaqué par des hommes armés de la Force de défense civile le 17 juin 2001. Il semble, au vu des informations fournies par ces mêmes sources, que 24 civils au moins, dont 18 femmes et deux enfants, aient été tués au cours de ces attaques et 15 autres blessés. Selon ces mêmes informateurs, 66 habitations au moins auraient été incendiées dans ce village et des biens pillés par les assaillants.

22. Le 27 juillet 2001, deux observateurs des droits de l'homme de la MINUSIL se sont joints au commandant des forces de la MINUSIL pour une mission d'enquête dans le village de Henekuma, dans le district de Koinadugu, où ils ont été en mesure de recueillir des éléments montrant que cette localité avait été le théâtre de graves violations des droits de l'homme et de graves infractions au droit international humanitaire. Des entretiens avec des personnes blessées et des combattants de la Force de défense civile menés le même jour à Koidu, Henekuma et Yaraia, ont livré de premières informations donnant à penser que le RUF et la Force de défense civile ont, à tour de rôle, lancé de vastes offensives et contre-offensives dans plusieurs villages des districts de Kono et Koinadugu, dans le nord du pays. Au moment de la visite de la mission d'enquête de la MINUSIL, le village de Henekuma était sous le contrôle de la Force de défense civile. Les combattants et les villageois ont informé les membres de la mission que des éléments du RUF avaient attaqué Henekuma le 19 juillet 2001, tuant au moins 19 personnes, enlevant cinq jeunes filles et incendiant au moins 25 habitations. Il n'avait été procédé à aucune inhumation depuis l'attaque, de sorte que la mission a pu compter 10 corps, selon toute vraisemblance ceux de cinq en-

fants, quatre femmes et un homme adulte. Dans la véranda de l'une des habitations incendiées se trouvaient les corps en décomposition de cinq personnes, apparemment un homme, deux femmes et deux enfants. Les squelettes de deux autres victimes, des enfants semble-t-il, se trouvaient derrière et devant, respectivement, deux habitations incendiées et les corps des trois dernières victimes, deux femmes et un enfant présumé-t-on, gisaient à proximité dans les broussailles. La mission a également découvert quelques douilles vides sur le site de ces violences.

F. Personnes détenues dans le cadre de l'état d'exception

23. La détention prolongée à la Prison centrale de Freetown de personnes dont certaines sont incarcérées depuis mai 2000 sans avoir été inculpées ni avoir eu accès à une assistance et des informations juridiques demeure un autre sujet de préoccupation. Selon le registre d'écrou, 233 personnes sont encore détenues à la Prison centrale de Freetown en vertu du Règlement d'exception promulgué en 1999 (Avis No 3, 1999). Pour être légales, les détentions décidées en vertu des pouvoirs d'exception doivent donner lieu à la publication immédiate au Journal officiel du nom des personnes frappées de cette mesure. Or, depuis mai 2000, il n'a été publié qu'une seule liste, de 121 noms. Il apparaît donc qu'un certain nombre de personnes sont détenues en vertu du Règlement sans que leurs noms aient été rendus publics.

24. En vertu d'un accord entre la MINUSIL et les autorités, la Section des droits de l'homme disposait d'un accès limité – les visites ne pouvant avoir lieu qu'en présence d'un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire – à la prison de Freetown. Ces autorisations ont toutefois été levées à la suite des émeutes qui se sont produites à la Prison centrale de Freetown le 14 mars 2001. Certains détenus ont alors été transférés dans d'autres lieux plus sûrs du territoire, qui ont été gardés secrets. Ces détenus ont ultérieurement réintégré la prison le 13 juin 2001 ou aux alentours de cette date. Suite à l'intervention du Représentant spécial du Secrétaire général en Sierra Leone, les visites d'établissements pénitentiaires par des observateurs des droits de l'homme de la MINUSIL ont été de nouveau autorisées à compter du 7 juin, cette fois sans restrictions. Depuis lors, des fonctionnaires de la MINUSIL se sont rendus dans les prisons, notamment

pour s'y entretenir en privé avec les détenus. Bien que la MINUSIL se soit vu assurer un droit d'accès illimité à tous les établissements pénitentiaires et centres de détention accessibles du territoire, le Gouvernement s'est refusé à révéler le lieu de détention de certains prisonniers importants incarcérés en vertu de l'état d'exception.

25. Les réunions du comité mixte de mise en oeuvre du programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion ont fourni un cadre approprié pour le règlement des questions relatives aux personnes détenues en vertu de l'état d'exception à la suite des événements de mai 2000. C'est ainsi que lors des réunions du 15 mai et du 2 juin, respectivement, le RUF a demandé aux autorités de libérer des membres du Front qui étaient maintenus en détention depuis ces événements à titre de mesure de confiance. Le RUF a également fait part des préoccupations que lui inspirait le décès en détention de certains de ses membres. Lors de la réunion du mois de mai, les autorités ont déclaré qu'elles examineraient les demandes de libération concernant certains détenus, et elles ont annoncé le 2 juin que le Gouvernement avait créé une commission de haut niveau à cet effet. Quatre jours plus tard, le 6 juillet 2001, le Président de la République a autorisé la libération de 34 détenus qui avaient été incarcérés en vertu de l'état d'exception. Le décret devait prendre effet le jour suivant. Selon les informations communiquées à la MINUSIL, 33 prisonniers seulement ont été en réalité libérés, la liste comportant un nom en double.

26. Lorsque la nouvelle du décès de membres du RUF à la Prison centrale de Freetown fut annoncée pour la première fois, le 15 mai 2001, le Gouvernement, après avoir dans un premier temps hésité et démenti, confirma que 10 détenus, dont huit membres du Front, étaient décédés en prison entre mai 2000 et mai 2001. Il a justifié ses hésitations initiales par la carence des autorités pénitentiaires qui auraient omis de signaler les décès aux responsables compétents. Selon l'enquête menée ultérieurement par la MINUSIL, au moins six membres du RUF sont décédés à la Prison centrale de Freetown entre mars et juin 2001. Depuis que la nouvelle de ces décès a commencé à se répandre, plusieurs autres détenus sont morts, le dernier décès en date étant celui de Solomon Y. B. Rogers, l'un des membres fondateurs du RUF, le 21 juillet 2001. Selon les fonctionnaires de la prison, tous ces décès avaient des causes naturelles mais, aux dires des détenus, ils étaient imputables aussi à des soins médicaux

insuffisants et à un régime alimentaire moins qu'adéquat. Le RUF affirme également que 15 de ses membres au moins sont morts à la Prison centrale de Freetown depuis mai 2000, dont 11 depuis mars 2001, et il a émis des doutes concernant la cause de certains décès.

III. Activités de l'ONU en Sierra Leone dans le domaine des droits de l'homme

A. La Mission des Nations Unies en Sierra Leone et sa Section des droits de l'homme

27. La Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL) a été créée en application de la résolution 1270 (1999) du Conseil de sécurité, en date du 26 octobre 1999. Dotée d'une composante militaire et d'une composante civile, y compris une Section des droits de l'homme, la MINUSIL a pour mandat, entre autres, de coopérer à l'exécution de l'Accord de paix de Lomé avec le Gouvernement sierra-léonais et les autres parties à l'Accord et d'aider à l'application du plan de désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex-combattants. Dans sa résolution 1289 (2000) du 7 février 2000, le Conseil de sécurité a vivement insisté sur la nécessité de continuer d'encourager le sens de la responsabilité et le respect des droits de l'homme en Sierra Leone. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, la MINUSIL dispose d'une Section des droits de l'homme dont les effectifs autorisés s'élèvent à 20 personnes (contre 14 jusqu'à une date récente), dont deux Volontaires des Nations Unies. Le mandat de la Mission en matière de droits de l'homme comporte des activités de suivi, de formation, de renforcement des capacités, de coopération technique et de plaidoyer. En outre, la Section s'est vu confier la responsabilité supplémentaire d'aider à la mise en place de la Commission vérité et réconciliation. Pour que la Section des droits de l'homme soit à même de s'acquitter efficacement de son mandat, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme l'a aidée à définir des postes de spécialiste dans les domaines suivants : institutions nationales, primauté du droit, formation, droits de l'enfant et égalité entre les sexes.

28. Les relations entre le Haut Commissariat et la MINUSIL sont régies par le Mémoire d'accord entre le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et le Département des opérations de maintien de la paix. Leurs modalités ont encore été précisées dans le manifeste sierra-léonais des droits de l'homme adopté en juin 1999 durant la visite du Haut Commissaire (voir E/CN.4/2000/31, par. 26). Le Mémoire d'accord reconnaît que le respect des droits de l'homme est une condition fondamentale de la promotion de la paix et de la sécurité, et qu'il est essentiel pour la réalisation de ces deux objectifs inscrits dans la Charte que l'ONU adopte à cet effet une approche uniforme. Il attribue donc à la promotion et à la protection des droits de l'homme une place centrale dans les efforts de l'ONU pour prévenir les conflits, maintenir la paix et aider à la reconstruction à l'issue d'un conflit. La MINUSIL a été jugée offrir un cadre approprié pour l'application concrète du Mémoire d'accord entre le Haut Commissariat et le Département des opérations de maintien de la paix. Le Haut Commissariat a pris note avec satisfaction des progrès accomplis en ce qui concerne l'intégration des questions relatives aux droits de l'homme et des activités de la Section des droits de l'homme dans le travail et les opérations de la MINUSIL. La Section des droits de l'homme participe aux activités principales de la Mission et elle a en outre accepté, avec l'accord du Représentant spécial du Secrétaire général, d'appuyer certaines activités du Haut Commissariat en Sierra Leone. C'est ainsi qu'elle participe aux réunions tripartites avec le Gouvernement et le RUF. Le Chef de la Section des droits de l'homme participe aussi aux réunions du personnel d'encadrement qui se tiennent toutes les trois semaines sous la présidence du Représentant spécial du Secrétaire général. Des représentants de la Section prennent également part aux activités du groupe des politiques et de la planification, ainsi qu'à la téléconférence hebdomadaire avec le Siège à New York et le Comité d'approbation des projets.

29. Le mandat de la MINUSIL dans le domaine des droits de l'homme a été adapté à la situation complexe propre à la Sierra Leone. Il s'articule autour de quatre grands axes : suivi, établissement de rapports, formation et renforcement des capacités, l'accent étant mis sur la création ou la consolidation des institutions nationales – Médiateur de la République et Commission nationale des droits de l'homme – et sur la protection des droits de la femme et des droits de l'enfant. En outre, la MINUSIL, en coopération avec le Haut Com-

missariat des Nations Unies aux droits de l'homme, contribue de manière décisive à faciliter la mise en place de la Commission vérité et réconciliation prévue dans l'Accord de paix de Lomé et dans la législation nationale.

30. Sous la direction générale du secrétariat du Haut Commissariat, la Section des droits de l'homme joue un rôle important dans l'identification des questions relatives aux droits de l'homme qui relèvent de la compétence des nombreuses organisations d'aide humanitaire et des organismes des Nations Unies présents en Sierra Leone. Un exemple en est l'adoption d'un code de conduite pour le personnel humanitaire travaillant en Sierra Leone. Ce code de conduite est le fruit d'une large consultation à laquelle ont participé l'ONU, des organisations du système de l'ONU et des organisations internationales non gouvernementales. Le code de conduite engage notamment tous les organismes d'aide humanitaire opérant en Sierra Leone à se conformer aux principes reconnus dans les instruments relatifs aux droits de l'homme et le droit international humanitaire, y compris le droit à un accès illimité à l'aide humanitaire. Il précise en outre que toutes les opérations humanitaires doivent être conçues de façon à promouvoir les droits de l'homme, en prêtant une attention particulière à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et à la Convention relative aux droits de l'enfant. Suite à la rédaction du code de conduite, et compte tenu de la place importante qu'y occupent les droits de l'homme, le Haut Commissariat a élaboré et mettra en oeuvre avant la fin de l'année un programme de formation sur les droits de l'homme destiné à l'ensemble des organisations humanitaires présentes en Sierra Leone. Des matériels de formation types seront également élaborés dans le cadre du programme en vue d'être utilisés dans les situations d'urgence complexes.

31. La Section des droits de l'homme a diffusé récemment des informations et des documents sur la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects (New York, 9-20 juillet 2001) et sur la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (Durban, Afrique du Sud, 31 août-7 septembre 2001). Elle a également facilité l'inscription d'ONG locales à la seconde de ces réunions.

32. En collaboration avec d'autres institutions du système des Nations Unies et des ONG locales et inter-

nationales, la Section a créé un comité sierra-léonais des droits de l'homme qui se réunit une fois toutes les deux semaines pour des consultations et des échanges d'idées à des fins d'information et de sensibilisation entre spécialistes des droits de l'homme et travailleurs humanitaires. Afin de renforcer les capacités locales, la Section travaille aux côtés d'ONG nationales de défense des droits de l'homme, parmi lesquelles le Forum national pour les droits de l'homme, organisme faîtier dans ce domaine, à des projets conjoints, ayant notamment pour objet de fournir aux ONG locales et à l'ensemble de la société civile des services de formation et une aide dont elles ont fort besoin. De récents exemples de cette coopération sont les séances de formation conjointes organisées dans les camps de la Commission nationale pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion à Lunsar dans le cadre du « Programme d'orientation avant le retour à la vie civile », et la participation du Network for Collaborative Peace-Building aux activités de sensibilisation à la mise en place d'une Commission vérité et réconciliation dans les centres d'accueil d'enfants soldats de Port Loko. De même, la Fourah Bay Human Rights Clinic, un organisme créé récemment, a participé avec la Section des droits de l'homme de la MINUSIL à des ateliers sur les méthodes d'enquête et d'établissement des rapports.

B. Activités sur le terrain

33. Depuis que la situation générale s'est améliorée sur le plan de la sécurité et que le programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion a été relancé, la Section des droits de l'homme s'emploie à développer sa présence sur le terrain et a entrepris de créer des antennes en province. D'ores et déjà, elle a ouvert un bureau régional et a élargi ses activités en organisant des séances d'information sur les droits de l'homme dans des zones auparavant inaccessibles. Le 2 mai 2001, la MINUSIL a ouvert son premier bureau régional à Kenema, dans l'Est. Le bureau régional aura pour tâche de mettre en oeuvre toute une série d'activités en rapport avec les droits de l'homme : formation, suivi, établissement de rapports et sensibilisation de l'opinion publique aux droits de l'homme et au droit international humanitaire. D'autres antennes régionales seront créées en fonction du renforcement des effectifs autorisés de la Section. Pour répondre aux besoins croissants en matière de droits de l'homme des Sierra-Léonais vivant dans les zones sous contrôle du

RUF auparavant inaccessibles, elle a étendu ses activités à des régions telles que Bailor Wharf, Barbara, Konakrydee, Makeni, Magburaka, Lunsar, Koidu, Kambia et Buedu. Toute une série d'activités sont mises en oeuvre dans ces régions, y compris des missions d'évaluation de la situation des droits de l'homme, des enquêtes sur les abus et les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire, ainsi que des programmes de formation et de sensibilisation au sujet de la Commission vérité et réconciliation. Ces activités sur le terrain visent des groupes particuliers, tels que les personnes déplacées et les rapatriés rentrant de Guinée et du Libéria qui pour la plupart sont regroupés dans les camps créés à leur intention.

C. Formation

34. Le programme de formation aux droits de l'homme comprend trois grands volets : appui technique permanent à des organes nationaux tels que l'armée et la police sierra-léonaises, formation destinée aux organisations non gouvernementales nationales actives dans le domaine des droits de l'homme et formation interne des forces de maintien de la paix. La Section des droits de l'homme travaille aux côtés de l'International Military Assistance and Training Team (IMATT), dans le cadre de son programme de réinsertion militaire, en vue de mieux sensibiliser aux questions relatives aux droits de l'homme les ex-combattants, qui, après filtrage, seront éventuellement intégrés à l'armée sierra-léonaise, ainsi que de la formation régulière de la nouvelle armée. En vue d'uniformiser la formation des forces de police et de l'adapter au contexte national, la Section a conclu avec la police civile de la MINUSIL des arrangements concernant la production d'un manuel de formation. Des activités de formation interne visant à sensibiliser aux problèmes des droits de l'homme les soldats et observateurs militaires nouvellement affectés aux forces de maintien de la paix de la MINUSIL sont également organisées à intervalles réguliers. La Section a assuré aussi, au Pakistan, la formation aux droits de l'homme et au droit humanitaire de la Brigade pakistanaise, avant son déploiement dans le cadre de la MINUSIL. À cela s'est ajouté un programme de formation des formateurs dont ont bénéficié 35 officiers.

35. L'évolution de la situation sur le terrain a créé de nouveaux besoins de formation dans un autre grand domaine. Alors que le processus de désarmement

s'accélère, la Section des droits de l'homme de la MINUSIL a été associée au programme d'orientation avant le retour à la vie civile mis en oeuvre dans les centres de démobilisation par la Commission nationale pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion. La formation dispensée à ces groupes vise à les sensibiliser aux principes fondamentaux en matière des droits de l'homme et à les informer au sujet de la Commission vérité et réconciliation. Une formation aux droits de l'homme destinée aux ex-combattants a été également organisée à Freetown. À l'avenir, il est prévu notamment de former des formateurs pour les réseaux nationaux d'ex-combattants, et de planifier des campagnes de sensibilisation au niveau des communautés en vue de promouvoir la réconciliation et de faciliter ainsi les opérations de renforcement de la paix.

D. Activités de renforcement des capacités et de plaidoyer

36. La Sierra Leone possède un système judiciaire double dans lequel le droit écrit et l'appareil judiciaire officiel coexistent avec le droit coutumier et les tribunaux traditionnels. La dégradation générale du système judiciaire sierra-léonais s'est amorcée longtemps avant le début du conflit armé et elle s'est poursuivie tout au long de la dernière décennie. Défaut d'indépendance, d'objectivité et d'impartialité, caractère anachronique des lois et des pratiques, manque de personnel, structures inadéquates, logistique inefficace et formation et rémunération insuffisantes des magistrats en sont les principales manifestations. On ne compte dans tout le pays que 21 juges, y compris les magistrats de la Cour suprême de Sierra Leone, de la Cour d'appel et de la Haute Cour de justice. Ces cours ne siègent jamais en dehors de la capitale, Freetown, de sorte qu'il n'existe pratiquement pas de structures judiciaires dans les zones rurales. L'une des priorités est de réformer les mécanismes de la justice pour mineurs et de réviser l'ensemble de la législation nationale pour la mettre en conformité avec les normes et instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et au respect de ces droits dans l'administration de la justice.

37. Le conflit armé a eu des effets désastreux pour les tribunaux locaux qui appliquent le droit coutumier. La MINUSIL aide au relèvement de ces institutions qui, sans aucun doute, auront un rôle important à jouer lorsque le conflit aura pris fin. Des consultations menées dans certaines chefferies ont confirmé que la po-

pulation a confiance dans les tribunaux locaux en tant que mécanismes de règlement des différends parallèles au système judiciaire officiel. Le caractère arbitraire et inéquitable des pratiques judiciaires suscite de même de nombreuses préoccupations. La MINUSIL s'est employée à répondre à ce problème par son programme de formation sur le respect de la légalité, qui vise à mieux faire connaître les normes internationales en matière de droits de l'homme en ce qui concerne les garanties judiciaires – jugement équitable et procédure régulière.

38. Du 26 au 28 février 2001, la Section des droits de l'homme de la MINUSIL a facilité l'organisation d'une conférence consultative sur le respect de la légalité. Y ont notamment participé des représentants du Gouvernement sierra-léonais et de la société civile, des membres du barreau et de la magistrature assise, de l'armée et de la police. Douze communications, examinant chacune sous un angle différent le problème de la décomposition de l'état de droit, ont été présentées à la conférence. Les participants ont adopté un large éventail de résolutions, portant notamment sur la codification du droit coutumier, et des recommandations concernant la justice pour mineurs. Dans ce dernier domaine, ils ont considéré que le Gouvernement devrait d'urgence prendre des mesures pour intégrer à la législation nationale les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant, en prenant en considération un projet de loi élaboré par la Sierra Leone Bar Association avec le concours de l'UNICEF. La Section des droits de l'homme de la MINUSIL est en train de finaliser les documents présentés au cours de l'atelier en vue de leur publication avant la fin de l'année.

39. La Section des droits de l'homme de la MINUSIL a contribué à la création du Lawyers Centre for Legal Assistance (LAWCLA), le premier centre d'aide juridique de ce type en Sierra Leone. Le Centre offrira gratuitement des services juridiques aux personnes sans ressources pour toutes les questions touchant à des violations des droits de l'homme. En consultation avec la Section des affaires civiles de la MINUSIL, elle étudie les moyens de renforcer les capacités tribunaux appliquant le droit coutumier. La Section des droits de l'homme, en collaboration avec le Ministère de la justice, la Sierra Leone Bar Association et des représentants de la société civile, a procédé à une évaluation des moyens matériels et des ressources qui seraient nécessaires. À l'issue de cette évaluation, la Section a mis sur pied un projet d'aide au système judiciaire. Ce projet, pour lequel on s'efforce de réunir des fonds

dans le cadre des appels globaux interinstitutions, vise à renforcer l'enseignement du droit et l'accès à l'information juridique, ainsi que les capacités décisionnelles et juridictionnelles du système judiciaire. La Section des droits de l'homme a aussi établi des contacts avec le chef de la magistrature en vue de réfléchir à la manière dont la MINUSIL pourrait aider le Gouvernement sierra-léonais à renforcer les institutions judiciaires, en ce qui concerne en particulier le respect des droits de l'homme dans l'administration de la justice pénale, notamment en ce qui concerne les mineurs.

E. Mise en place de la Commission vérité et réconciliation et d'un tribunal spécial indépendant

40. Entre la fin de 1999 et le début de 2000, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a assisté le Gouvernement dans le processus législatif qui a débouché sur l'adoption, en février 2000, par le Parlement sierra-léonais de la Loi de 2000 portant création de la Commission vérité et réconciliation. Puis le Haut Commissariat a élaboré un important projet ayant pour objet de faciliter la phase préparatoire de l'établissement de la Commission. La reprise des hostilités en mai 2000 en a interrompu l'exécution. En novembre 2000, le Haut Commissariat et la MINUSIL ont coparrainé un atelier sur la Commission vérité et réconciliation qui a imprimé un nouvel élan au processus préparatoire. À la suite de cet atelier et d'une nouvelle évaluation du contexte opérationnel, le Haut Commissariat, en consultation avec la MINUSIL, a révisé et actualisé son projet d'aide à la mise en place de la Commission. Le projet révisé comprend les éléments suivants :

- a) Campagne d'information et de sensibilisation du public;
- b) Cartographie du conflit, c'est-à-dire compilation de l'information relative aux principaux événements relevant de la compétence *ratione temporis* de la Commission;
- c) Analyse des méthodes traditionnelles de résolution des conflits et de réconciliation utilisées au sein des différents groupes culturels présents en Sierra Leone;
- d) Sélection des membres de la Commission;

e) Première évaluation des besoins matériels de la Commission, en ce qui concerne par exemple l'organisation du secrétariat, y compris sur le plan des effectifs et de la logistique;

f) Activités entrant dans le cadre des travaux préparatoires de la Commission, dont la durée a été fixée par la loi à trois mois à compter de la troisième semaine suivant l'entrée en fonctions de la Commission, travaux durant lesquels celle-ci définira ses procédures de fonctionnement, mettra en place différents services, recrutera du personnel, etc.;

g) Tenue d'une table ronde sur les relations entre la Commission et le tribunal spécial indépendant de façon qu'ils se complètent mutuellement compte dûment tenu de leurs mandats respectifs, distincts mais interdépendants.

41. Conformément au projet actualisé, le Représentant spécial du Secrétaire général en Sierra Leone et le Haut Commissaire aux droits de l'homme sont convenus d'un programme d'activités détaillé en vue de la mise en place de la Commission en octobre 2001. Ils sont aussi convenus dans ce cadre de modalités de coopération selon lesquelles la Section des droits de l'homme de la MINUSIL bénéficiera de l'appui du Haut Commissariat et sera représentée par lui sur le terrain aux fins de la mise en oeuvre de ce programme. Le Haut Commissaire et le Représentant spécial du Secrétaire général ont par ailleurs désigné à Genève et au sein de la MINUSIL, respectivement, des personnes chargées de coordonner l'exercice pour plus d'efficacité.

42. Un certain nombre d'activités ont d'ores et déjà été menées à bien au titre du projet de coopération technique. Une ONG nationale, Manifesto 99, a été chargée de réfléchir aux méthodes traditionnelles de réconciliation qui pourraient être mises à profit durant les travaux de la Commission. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a conclu avec l'International Human Rights Law Group un accord de financement relatif à la conception, à la coordination et à la facilitation d'une vaste campagne d'information sur la Commission vérité et réconciliation. Cette campagne devrait être mise en oeuvre en coopération avec le Forum national pour les droits de l'homme et son groupe de travail chargé de la Commission, les médias et la MINUSIL. Le Haut Commissaire a déjà dressé une liste des candidats lui paraissant présenter les qualités requises pour occuper les trois sièges réservés à

des représentants de la communauté internationale au sein de la Commission et a entrepris de s'informer de leur disponibilité. Le Représentant spécial du Secrétaire général, agissant en qualité de coordonnateur du processus de sélection, a reçu plus de 60 propositions de candidatures pour les quatre sièges revenant à des personnalités nationales. L'importante publicité dont le processus de désignation des membres de la Commission a fait l'objet en Sierra Leone a contribué par ailleurs à sensibiliser le public à sa mise en place.

43. Un séminaire sur les aspects opérationnels et la gestion de la Commission vérité et réconciliation, tenu à Freetown, a permis de progresser de manière concrète dans l'établissement de cette dernière. Ce séminaire, qui s'est déroulé du 29 mai au 1er juin 2001, a réuni des représentants du Gouvernement et de la communauté diplomatique locale, ainsi que d'organisations de la société civile, et des cadres de la MINUSIL. Y ont aussi pris part quelque 40 représentants d'ONG directement associées au processus de mise en place de la Commission et au programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion. Les participants ont réfléchi aux méthodes que la Commission pourrait utiliser pour établir la vérité et mettre fin à l'impunité. Ils ont débattu de l'organigramme et du budget de la Commission et ont examiné la question des relations entre la Commission et le tribunal spécial indépendant. Le séminaire a offert un cadre approprié pour discuter de manière concrète des aspects pratiques de la mise en place de la Commission, et ses recommandations serviront de guide lors des prochaines étapes de ce processus.

44. Comme recommandé par le séminaire national sur la Commission vérité et réconciliation organisé en novembre 2000 par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, en collaboration avec la MINUSIL et le Forum national pour les droits de l'homme, une réunion technique d'experts s'est tenue à Freetown du 4 au 6 juin 2001 sous les auspices de l'UNICEF. Elle avait pour objet de définir un cadre pour la participation des enfants au processus d'établissement de la vérité et de réconciliation et pour leur protection. Les experts nationaux et internationaux qui ont participé à la réunion ont examiné la mesure dans laquelle les enfants avaient été affectés par le conflit armé et la tâche de la Commission à leur égard. Si certains abus, comme les enlèvements, les amputations et la torture, ont frappé indifféremment les enfants des deux sexes, les filles ont été la cible spécifi-

que de nombreuses violences de caractère sexiste. Les experts ont recommandé, entre autres, que la Commission s'inspire, dans ses activités concernant les enfants, des principes relatifs aux droits et à la protection de l'enfant inscrits dans les instruments internationaux. Ils ont recommandé aussi d'assurer la protection des enfants tout au long des travaux de la Commission, notamment en garantissant le secret et l'anonymat, et en laissant les enfants décider librement de leur participation. Ils ont souligné la nécessité de collaborer avec les organismes de protection de l'enfance travaillant en Sierra Leone de façon que la Commission puisse faire fond sur les efforts de réinsertion et de réconciliation déjà engagés. La réunion d'experts, qui a bénéficié elle aussi d'une importante publicité, a fourni une autre occasion de préparer les Sierra-Léonais au processus d'établissement de la vérité et de réconciliation.

45. Alors que les activités préalables à la mise en place de la Commission entrent dans leur phase décisive, le Haut Commissariat souligne combien il est important que la communauté internationale contribue à lui fournir les ressources nécessaires au succès de ses efforts pour appuyer ce processus, au nom des Nations Unies. Il a déjà été décidé que les membres de la Commission devraient avoir été désignés en octobre 2001 au plus tard. Selon ce calendrier, la Commission est censée commencer ses travaux en janvier 2002. Le respect de ces échéances dépend d'un certain nombre de facteurs, et notamment de la poursuite du processus de paix, de la coopération de toutes les parties au conflit, et de l'existence de moyens financiers suffisants et de l'appui logistique indispensable.

46. Pour être à même de mener à bien les activités qui doivent aboutir à l'établissement de la Commission vérité et réconciliation, le Haut Commissariat étudie un projet visant à réunir des fonds pour financer un secrétariat provisoire. Ce secrétariat, dont les effectifs comprendront des fonctionnaires internationaux et du personnel national, se substituera à terme à la Section des droits de l'homme de la MINUSIL et sera seul responsable de l'organisation et de la gestion de la phase préparatoire. Pour l'heure, c'est la Section des droits de l'homme de la MINUSIL qui, malgré des ressources en personnel limitées, assure la mise en oeuvre des activités préliminaires sur le terrain. À présent que la MINUSIL se déploie progressivement dans les zones sous contrôle du Revolutionary United Front (RUF), la Section doit s'acquitter de diverses autres tâches qui ajoutent encore à des responsabilités excessivement

lourdes. Se décharger, le moment venu, de celles qui ont trait à la Commission lui permettrait d'accorder une attention accrue à l'exécution de son mandat dans le domaine des droits de l'homme.

47. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a déjà engagé avec les États Membres intéressés des discussions préliminaires sur le financement de la Commission vérité et réconciliation. Selon les estimations actuelles, celle-ci aurait besoin de disposer d'un budget annuel de 8 millions de dollars environ. Le Haut Commissariat s'apprête à inviter les États souhaitant appuyer cette juste cause à faire des annonces de contributions. J'en appelle à cet égard à la générosité des États Membres.

48. Des efforts considérables sont faits pour que les Sierra-Léonais conservent la maîtrise du processus d'établissement de la vérité et de réconciliation, et pour intégrer dans ce processus les structures et les méthodes traditionnelles. À cet effet, la MINUSIL s'emploie, en étroite collaboration avec la société civile, à mieux informer l'opinion publique de la Commission et de son rôle dans l'édification d'une paix durable et la lutte contre l'impunité. Les Sierra-Léonais qui ont entendu parler de la Commission y sont hautement favorables. Le Groupe de travail chargé de la Commission au sein du Forum national pour les droits de l'homme met en route des programmes visant à informer et éduquer la communauté à ce sujet. Il publie aussi un bulletin mensuel intitulé « Truth Bulletin », consacré aux activités préparatoires pour l'établissement de la Commission, et a dépêché certains de ses membres au Guatemala, en Afrique du Sud et au Zimbabwe pour y étudier l'expérience déjà acquise concernant les processus d'établissement de la vérité et de réconciliation. La MINUSIL travaille en partenariat avec les ONG, organise des ateliers et produit des dépliants, des programmes radiophoniques, des tee-shirts, des casquettes et des bannières en vue de faire connaître la Commission. Dans les mois qui viennent, cette campagne d'information sera intensifiée de façon qu'un nombre aussi grand que possible de Sierra-Léonais soient informés de l'existence de la Commission et puissent décider en pleine connaissance de cause de participer ou non à ses travaux.

49. Étant donné qu'une très grande majorité des victimes du conflit armé sont des femmes et des fillettes, on s'efforce tout particulièrement de faire en sorte qu'elles prennent une part active au processus d'établissement de la vérité et de réconciliation. À cette

fin, les organisations s'occupant des droits de l'homme en Sierra Leone ont créé une équipe spéciale chargée des femmes qui a écrit au Haut Commissaire aux droits de l'homme, au Représentant spécial du Secrétaire général en Sierra Leone et aux autres parties intéressées pour leur demander de veiller à ce que les femmes soient largement représentées au sein de la Commission vérité et réconciliation.

50. Les discussions avec les dirigeants du RUF au sujet de la Commission ont repris en marge du séminaire susmentionné sur les aspects opérationnels et la gestion de la Commission et se poursuivent. Le 24 juillet, la Section des droits de l'homme de la MINUSIL a rencontré les dirigeants du RUF à Makeni. Le Front s'est déclaré favorable à la création de la Commission et a reconnu être partie au processus en vertu de l'Accord de paix de Lomé. Il a souhaité connaître les mécanismes de la Commission, notamment en ce qui concerne le processus de sélection et de désignation de ses membres, auquel il est, de par la loi, appelé à participer. Il a aussi exprimé son intérêt pour les relations entre la Commission et le tribunal spécial indépendant et a demandé de plus amples informations sur la manière dont les deux institutions pourraient opérer de façon à se compléter. Dans le cadre de l'actuelle campagne d'information sur la Commission, des ateliers seront organisés à l'intention du RUF, ainsi que des civils vivant dans les zones sous son contrôle, le premier devant se tenir à Makeni le 2 août 2001.

51. S'agissant du tribunal spécial indépendant, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a travaillé en liaison avec le Bureau des affaires juridiques afin d'assurer la synchronisation et la coordination voulues des activités préparatoires concernant respectivement le tribunal et la Commission vérité et réconciliation. Le Haut Commissariat compte organiser une table ronde sur les relations entre les deux institutions afin qu'une fois créées, celles-ci puissent s'acquitter de leurs responsabilités en symbiose, tout en se conformant à leurs mandats respectifs, apparentés mais distincts. L'importance de cette table ronde pour le bon fonctionnement des deux institutions a été soulignée récemment encore lors de l'atelier sur les aspects opérationnels et la gestion de la Commission vérité et réconciliation qui s'est tenu du 29 mai au 1er juin 2001, ainsi qu'au cours de mes entretiens avec le Président Kabbah durant le Sommet de l'Organisation de l'unité africaine qui s'est tenu à Lusaka en juillet 2001.

52. À la demande du Secrétariat de l'ONU à New York, la MINUSIL a créé un Groupe de liaison pour le tribunal indépendant spécial afin d'en faciliter la mise en place en Sierra Leone. Le Groupe comprend cinq sections chargées respectivement des droits de l'homme, des politiques et de la planification, des affaires civiles, de la logistique, et de la sécurité, la Section des droits de l'homme s'étant vu assigner un rôle de coordination.

F. Création d'une commission nationale des droits de l'homme

53. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a aidé à la création d'une commission nationale des droits de l'homme comme prévu dans l'Accord de paix de Lomé. Afin de faciliter ce processus, un spécialiste des institutions nationales a été détaché auprès de la Section des droits de l'homme de la MINUSIL en vue de fournir un appui technique durant la phase de mise en place de la Commission. En décembre 2000, la création d'une commission nationale des droits de l'homme a fait l'objet d'un atelier consultatif, appuyé par le Haut Commissariat et organisé par la MINUSIL en collaboration avec le Forum national pour les droits de l'homme. L'atelier a réuni des membres du système judiciaire sierra-léonais, le Médiateur de la République, des représentants de la société civile, y compris des ONG de défense des droits de l'homme, ainsi que les présidents des commissions nationales des droits de l'homme de l'Ouganda et du Ghana. À cette occasion, l'Attorney général et Ministre de la justice de la Sierra Leone a présenté un projet de loi tendant à créer une commission nationale des droits de l'homme. Sur la base des débats et des recommandations, il a été constitué un groupe de travail chargé de mettre au point un texte contenant les commentaires techniques qu'appelle ce projet de loi. Le groupe s'est réuni à plusieurs reprises et a mené à bien la rédaction de ce texte. Celui-ci sera communiqué au Haut Commissariat pour observations avant d'être présenté au Gouvernement qui, une fois en possession de ces commentaires et observations, doit faire adopter une loi appropriée. L'étape suivante consistera à réunir les fonds nécessaires à la mise en place de cette nouvelle institution.

IV. Conclusions

54. Après une période difficile, la mise en oeuvre du processus de paix en Sierra Leone s'est sensiblement accélérée au début de 2001. L'Accord de cessez-le-feu signé à Abuja le 10 novembre a été dans l'ensemble respecté et la MINUSIL s'est déjà déployée dans des zones sous contrôle du RUF dans le nord du pays. Le programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion a été lui aussi relancé et certains signes, quoique ténus, donnent à penser que le RUF est prêt à s'engager politiquement. Ces évolutions sont sans aucun doute liées aux efforts considérables de l'ONU, dont témoigne la création, en vue de faciliter le processus de paix, de la plus importante mission de maintien de la paix de l'Organisation. Il est essentiel que l'ONU continue de jouer le rôle central qui a été jusqu'ici le sien dans le processus de paix en Sierra Leone. Le Haut Commissariat continuera de s'acquitter de sa mission en répondant, dans le cadre de sa collaboration avec la MINUSIL, aux besoins de la population dans le domaine des droits de l'homme. Cet engagement est devenu d'autant plus important qu'il convient à présent de consolider les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du processus de paix. À cet effet, le Haut Commissariat poursuivra la mise en oeuvre de son programme global d'aide à la Sierra Leone selon deux grands axes : assistance technique en vue de la mise en place d'une Commission vérité et réconciliation et d'une Commission nationale des droits de l'homme et renforcement des capacités par des activités de formation des forces de police et l'appui à des groupes locaux membres de la société civile. Le Haut Commissariat compte que la communauté internationale continuera de le soutenir dans l'exécution de son mandat, de façon qu'aux progrès accomplis dans le processus de paix en Sierra Leone viennent s'ajouter des avancées dans le domaine des droits de l'homme.

collectées dans le cadre d'un projet conjoint MINUSIL/Médecins pour les droits de l'homme (PHR) en cours d'exécution. Quelque 1 200 femmes déplacées, sélectionnées selon la méthode de l'échantillon aléatoire, ont été invitées à répondre à une série de questions sur la manière dont elles avaient été affectées par la guerre, et plus particulièrement sur les violences sexuelles qu'elles avaient subies. Le projet vise à déterminer la prévalence et l'impact des violences sexuelles. Le texte complet du rapport sera publié vers la fin de 2001.

Notes

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No 36 (A/55/36).*

² *The Invisible Human Rights Abuses in Sierra Leone. Conflict-related rape, sexual slavery and other forms of sexual violence*, par Fatmata Binta Mansaray, juin 2001. L'auteur est une consultante subventionnée par la MINUSIL et Isis-Wicce, une ONG internationale dont le siège est à Kampala (Ouganda). Les conclusions de ce rapport viennent par ailleurs compléter les données sur les violences sexuelles liées au conflit qui ont été